

Devoir de Vacances : Tourisme solidaire au Sénégal

Contribution de deux vacanciers au développement du tourisme durable au Sénégal

Devoir de Vacances : Tourisme solidaire au Sénégal.....	1
Résumé des constats et propositions.....	4
Le tourisme est une opportunité pour le développement.....	4
Une offre alternative intéressante encore émettée.....	5
Une commercialisation insuffisante.....	6
Des difficultés récurrentes de gestion.....	7
Intégration progressive du tourisme dans une démarche de développement local durable.....	8
Les tourisms.....	10
Tourisme responsable.....	10
Tourisme alternatif.....	10
Tourisme culturel, tourisme de rencontre.....	11
Tourisme intégré.....	13
Tourisme équitable.....	13
Eco tourisme.....	14
Tourisme solidaire.....	14
Tourisme durable.....	15
Un marché éclaté encore insuffisamment organisé.....	16
La concurrence est vive.....	16
Le marché est très segmenté.....	16
Les produits diversifiés mais cloisonnés.....	17
Les hébergements secs.....	17
Les produits de séjour.....	17
Les circuits organisés.....	18
Les séjours à la carte.....	19
Le tourisme « humanitaire ».....	20
Une promotion et une commercialisation éclatées inefficaces.....	21
Éléments d'analyse des réceptifs.....	22
Restauration.....	23
Localisation et environnement.....	24
Les hébergements, les sanitaires et autres équipements.....	24
Energie et déchets.....	26
Accueil, information, animation.....	26
Développement local et intégration.....	27
L'investissement et la gestion des projets : le maillon faible.....	29
Innover pour Investir.....	29
Choisir des structures de gestion responsables ou solidaires ?.....	30
Ajuster les prévisions budgétaires.....	31

Annexes

Françoise Noebes et Jean Horgues-Debat
Gap Hautes Alpes
04 92 20 49 74 et 06 85 42 18 60
Jeanhd@free.fr

Introduction

Ce rapport est issu de notre séjour en couple de trois semaines au Sénégal du 8 au 29 juillet 2008. Nos commentaires et réflexions sont faits à titre bénévole et en tant que simples touristes intéressés par le tourisme solidaire et partenaires de plusieurs associations de solidarité Nord Sud

Nous avons séjourné dans 12 lieux différents durant notre séjour au Sénégal.

Voir pour plus de détails notre Blog : <http://senegalsolidaire.canalblog.com/> et la liste des lieux d'hébergement.

Nous avons voyagé en utilisant les modes de transport en commun sénégalais, taxi de ville, taxi brousse 7 places ou bus 22 places.

Nous avons séjourné de un à trois jours, le plus possible dans des campements « solidaires », dans des cases avec douche et sanitaire quand c'était possible, avec repas pris sur place. Nous avons testé quelques activités proposées par les campements quand il y en avait et découvert aussi par nous mêmes les environs, la nature, les villages et la population. Nous avons discuté avec les responsables des structures locales pour les interroger sur leur projet, leurs réussites et leurs difficultés. Cela n'a pas toujours été possible et nous manquons de certaines informations. (Voir liste des hébergements et des personnes rencontrées en annexes)

Nous n'avons pas vu tous les secteurs du Sénégal (pas vu la Casamance ni la région du fleuve et de Saint Louis notamment) (que nous avons cependant visités lors de séjours antérieurs), ni tous les campements ou partenaires.

Le mois de juillet se situe dans l'hivernage et correspond à une saison creuse pour les touristes français notamment (à tort à notre avis) et à une saison de travaux agricoles pour les sénégalais.

Nos réflexions concernent ce que nous avons pu observer et expérimenter et n'ont pas de prétention de généralité et d'objectivité sur les partenaires et les hébergements rencontrés : c'est un point de vue subjectif, qui tient compte de nos personnalités, de nos sensibilités, de nos goûts et valeurs personnelles et ne reflète certainement pas l'ensemble des touristes. Dans d'autres conditions, à une autre période ou avec un groupe, les constats auraient aussi pu être différents.

Les hébergements utilisés étaient pour certains anciens (depuis plus de 10 ou 15 ans pour Keur Cupaam ou le campement villageois de Palmarin Sessène) d'autres tout juste ouverts (Faddidi Niombato, Hôtel Niky Nanka) ou en cours de construction (Tamba Socé). Ils ne peuvent donc pas être comparés mais permettent d'apprécier la diversité de l'offre.

L'idée de notre démarche est de donner un feed-back aux différents responsables et partenaires contactés pour qu'ils développent au mieux leurs activités : hormis le camp de Faddidi Niombato, nous n'avons été sollicités par personne localement pour remplir un questionnaire d'évaluation ou de satisfaction ! ICD Afrique (questionnaire ATES) et Echoway nous ont avant le départ transmis leur questionnaire d'évaluation.

Notre espoir, c'est que ce feed-back puisse servir à améliorer l'offre du tourisme solidaire du Sénégal, cas par cas et aussi collectivement, par une meilleure promotion et commercialisation collective en réseau.

Notre premier objectif était de passer des vacances, de nous dépayser, de prendre du plaisir, et de nous enrichir de rencontres et de nouvelles expériences : Il a parfaitement été rempli. Nous sommes totalement satisfaits de notre séjour au Sénégal, de l'accueil et de la gentillesse que nous avons trouvés aussi bien dans les hébergements que dans nos visites et nous tenons à remercier tous ceux que nous avons rencontrés. Dans la mesure du possible nous enverrons à chacun un petit message personnalisé avec copies des photos prises.

Notre séjour de trois semaines nous est revenu à moins de 700 euros par personnes, hors avion (470), bien moins cher que les circuits solidaires ou autres proposés sur le marché : Outre le fait que nous avons choisi nos hébergements et notre niveau de consommation, sans privation mais sans

grand confort non plus, nous avons économisé sur l'utilisation des transports locaux très bon marché, sur les activités d'accompagnement que nous n'avons pris sur place que quand cela nous paraissait nécessaire (sécurité et découverte) : il nous paraît important de découvrir par nous-mêmes au risque d'être confrontés à quelques difficultés, plutôt que d'être totalement pris en charge (besoin de liberté). Enfin nous avons économisé sur les intermédiaires, agence de voyage, association, opérateur. Cela nous a demandé par contre un travail personnel de préparation préalable que tout le monde ne peut se permettre.

Si nous sommes totalement satisfaits de notre séjour, il n'empêche que notre esprit critique apparaît aussi dans notre compte rendu de visite, non pour juger ni distribuer des bons ou mauvais points mais pour aider chacun à s'interroger pour s'améliorer en permanence s'il le souhaite. En effet, aucune expérience, aussi bonne et louable soit-elle, n'est exempte de défauts, de problèmes, de contradictions. C'est parce que nous croyons dans ces projets que nous nous autorisons à dire aussi nos critiques et nos suggestions, dans l'intérêt commun d'un tourisme responsable à visage humain.

Notre rapport se divise en six parties :

1. Un résumé de nos constats et de nos propositions
2. Une tentative d'explicitation des termes du tourisme alternatif et de son intérêt et de ses limites pour le développement dans les pays du Sud.
3. Des éléments d'analyse des réceptifs : hébergement, restauration, accueil et activités
4. Des éléments d'analyse des publics, des produits proposés et des moyens de promotion et de commercialisation.
5. Des éléments d'analyse des modes de financement et de gestion et des problèmes rencontrés

Nous illustrons notre analyse par de photos et des exemples issus de notre séjour. (sur le blog, nous ne mettons pas les photos dans le document pour permettre son téléchargement rapide)

En annexes nous présentons

1. La liste des hébergements visités et personnes rencontrées au Sénégal
2. Une liste des partenaires du tourisme solidaire et du développement, travaillant entre autre au Sénégal, contactés et destinataires de ce devoir de vacances.
3. Un récapitulatif de quelques textes des chartes et des définitions de différents partenaires.

Ceci étant une contribution, son intérêt est d'ouvrir la discussion et peut-être de déboucher sur des actions collectives. Merci de vos réactions !

Débat à suivre

Résumé des constats et propositions

Le tourisme est une opportunité pour le développement.

D'une part c'est une activité économique qui génère des revenus (et des devises) et peut permettre à des territoires de moins dépendre de l'aide extérieure pour subvenir aux besoins essentiels des populations, de passer d'une logique d'assistance à une logique économique.

D'autre part le tourisme peut permettre la rencontre des peuples et des cultures, les échanges interpersonnels, l'enrichissement mutuel, qui contrairement aux biens de consommation constituent des activités inépuisables car renouvelables, répondant à un besoin humain essentiel.

De fait, le tourisme constitue une des activités économiques dominantes dans les échanges internationaux et en perpétuelle croissance. Au Sénégal, avec plus de 450000 touristes, ce secteur est la première source de devises pour le pays avant les phosphates et la pêche.

Cependant le tourisme de masse ou de luxe pose des problèmes du point de vue du développement durable. Il permet de créer des emplois sur place et aux touristes de se reposer. Mais une majorité des bénéfices ne servent pas au développement local. De plus, certaines formes de tourisme ne permettent pas la rencontre des cultures (tourisme « hors sol » identique sur toutes les plages du monde). Le « Sea sex and Sun » présente un modèle d'hyper consommation qui perturbe le milieu social, culturel et naturel du territoire d'accueil.

Des tourisms alternatifs tentent d'inventer d'autres modèles pour mieux satisfaire les besoins de rencontre et de découverte des touristes, préserver les milieux naturel et culturel d'accueil et maximiser les retombées économiques positives pour le territoire. Des expériences encore trop peu connues et trop peu nombreuses, se développent et méritent d'être analysées et soutenues, quel que soit leur nom; éco, équitables, intégrées ou solidaires...

Une offre alternative intéressante encore émietée

Des Associations, des GIE, des communautés villageoises, des particuliers créent au Sénégal comme ailleurs des petits hébergements en dehors des grands complexes touristiques, petites auberges en ville ou campements en milieu rural, intégrés si possible dans l'environnement local : matériaux, architecture, emplois, etc. Une restauration « sénégalaise », souvent de qualité, est proposée sur place.

Des agences de voyage et des tour opérateurs proposent des circuits à la découverte du Sénégal « authentique », en dehors des complexes balnéaires, avec transports aménagés éventuels et hébergements dans des campements ou chez l'habitant.

La plupart essaie de favoriser l'emploi de personnel local et de développer des relations avec les activités agricoles, artisanales ou culturelles locales.

La plupart proposent des activités de découverte de la vie des villages et de la culture locale, la rencontre avec les populations, avec la nature (réserves et parcs naturels), ou avec les projets de développement (associations, ONG et OCB (organisations communautaires de base))

Certaines de ces expériences consacrent une partie de leur bénéfice ou de leur chiffre d'affaire pour soutenir des projets d'équipement ou de développement des communautés locales, dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'environnement; de l'agriculture, de l'eau etc.

Cette nouvelle offre est très intéressante, sympathique et passionnante de par sa diversité et son dynamisme.

Mais elle reste marginale et fragile.

Le coté militant ne doit faire oublier les problèmes. Cette offre est émietée et n'apparaît pas au grand public. La multiplicité des chartes, des agences de voyage, des définitions de concepts fait qu'il nous a fallu du temps pour trouver les lieux d'hébergement que nous recherchions sur Internet et sur le Guide du routard.

Le manque de transparence de l'information ne permet pas de séparer ceux qui utilisent les concepts uniquement comme argument commercial des autres.

Le mélange et le flou des concepts ne permettent pas d'avoir des indicateurs précis d'évaluation. La qualité de l'offre n'est pas non plus toujours à la hauteur des attentes ou de ce qui est annoncé, tant en ce qui concerne les hébergements que les activités proposées ou l'implication solidaire dans le développement local.

Chacun travaille comme il peut avec ses propres moyens et il semble y avoir peu de synergie entre les acteurs qui défendent pourtant des conceptions proches du tourisme alternatif.

1. Une mise en réseau des différents acteurs serait susceptible de rendre l'offre plus lisible dans sa diversité. Pour cela, la mise en commun d'indicateurs d'évaluation, qui pourrait intégrer facultativement les différentes options, permettrait de disposer d'un outil commun de suivi de la qualité de l'offre et du public.
2. Un accord sur un ensemble commun minimum de prestations sur l'hébergement, la restauration, l'information et les activités permettrait à chaque responsable de faire évoluer son produit. En se groupant, des formations ou des groupements d'achat pourraient être envisagés dans l'intérêt de tous.
3. Une charte minimum sur la transparence de l'information serait de nature à réduire les écarts entre les discours et la réalité : indication des lieux d'accueil pour les circuits, indication des partenaires pour les activités, indication de la décomposition et de l'utilisation des recettes

(salaires ou prestation pour chacun, frais généraux, entretien, amortissement, formation, caisse de solidarité éventuelle.)

4. Il ne s'agirait pas de créer une nouvelle organisation ni de formuler de grandes déclarations d'intention. La mise en place de ce réseau pourrait très concrètement définir une grille de prestation, une grille d'évaluation et une grille de transparence que chacun adopterait à son niveau. Un appui extérieur en formation et en communication serait de nature à soutenir la mobilisation des partenaires.

Qui peut prendre l'initiative d'organiser ces passerelles ? Un des partenaires, un premier collectif, une agence de voyage, un bailleur de fonds, une ONG ?

Une commercialisation insuffisante

Presque chaque auberge, chaque campement, chaque circuit est présent sur Internet. Les associations, le bouche à oreille et le Guide du routard notamment permettent à cette offre touristique de trouver des clients. Ces clients sont divers : outre les routards individuels, les familles et les petits groupes de vacanciers, on trouve aussi les militants associatifs, les retraités bénévoles, les jeunes volontaires ou des responsables d'ONG qui profitent de leurs activités humanitaires pour visiter le pays. Il y a encore les expatriés et les citadins qui veulent se dépayser en cours d'année et les organisations professionnelles, internationales ou locales, qui recherchent des lieux de rencontre pour réfléchir, échanger, se former, etc.

Certains sites ont une notoriété car ils ont bénéficié d'une émission de télé (Keur Bamboung) ou d'un soutien médiatique comme celui de Nicolas Hulot (Keur Cupaam)

Cette diversité de public est difficile à toucher car le marché est segmenté. Internet n'est pas disponible partout et il y a peu d'informations papier sur place. Peu de sites renvoient sur les autres. L'information se diffuse dans le milieu des amis proches des associations partenaires. Les tentatives de diffusion par les agences de voyages classiques donnent peu de résultats. La diffusion par les agences spécialisées (éco ou solidaires) touche un public limité déjà motivé. Les tarifs pratiqués pour les circuits solidaires sont hors de portée de certains publics notamment des jeunes. Il manque une offre aux tarifs adaptés pour des groupes ou des personnes qui n'ont pas beaucoup de moyens.

Par rapport à la concurrence qui se développe rapidement, le tourisme alternatif a donc du mal à faire le plein et à proposer une réelle alternative au tourisme capitaliste de masse.

1. Un regroupement des auberges ou campements d'éco tourisme solidaires paraît indispensable pour permettre une meilleure commercialisation : site Internet commun ou renvoi mutuel sur les sites partenaires, plaquette collective ou plaquettes et affiches diffusées localement par chacun.
2. Une mise en commun des carnets d'adresses pour des relances collectives. Des prospections seraient à organiser en commun en direction des différents publics repérés.
3. Un travail avec les nombreux guides locaux ou les transporteurs qui sont des prescripteurs serait à envisager.
4. Ne pas mettre la commercialisation uniquement sur des circuits. Entre les circuits complets et les séjours sédentaires dans un seul lieu, il y aurait la place pour des mini circuits avec trois ou quatre étapes de plusieurs jours, moins fatigantes qu'un circuit mais plus diversifiées qu'un séjour unique. Permettre des prestations à la carte et non pas imposer des tout compris dont certains publics ne veulent pas ou n'ont pas les moyens de s'offrir. Prévoir une offre de camping ou de groupe pour ceux qui ont peu de moyens.

Qui peut initier ce travail de commercialisation : chacun bien sûr, chacun peut prendre contact avec chacun et diffuser auprès des autres ? Un noyau ? Un soutien d'ONG ou de regroupement d'ONG ? D'un gouvernement ou d'une collectivité ?

Des difficultés récurrentes de gestion

Les différents campements ou auberges se développent en qualité et en nombre. Les modalités de financement sont divers : privé, associatif, programme de coopération, etc.

Les modes de gestion et d'organisation sont aussi divers : structure privée, SCI, groupement d'intérêt économique (les GIE sont une forme répandue au Sénégal d'entreprises collectives), association ou communauté villageoise.

Le responsable de la gestion, souvent occidental, n'est pas toujours présent sur place et délègue à une équipe. Pour les campements, de 5 à 10 personnes en général travaillent : accueil et gestion, cuisine, ménage et entretien, services... avec des à-coups saisonniers comme dans l'hôtellerie classique, avec parfois des équipes plus réduites (Ninky Nanka), ou au contraire plus importante lorsque les activités de loisirs, de découvertes sont intégrées à la structure (Keur Bamboung).

Les prix varient du simple au double et restent bon marché pour les européens. Les plus chers sont en concurrence avec des équipements touristiques traditionnels. Ces prix restent hors de la portée de certaines bourses (jeunes et groupes). L'équilibre financier de ces équipements semble possible dans la plupart des cas sans pour autant atteindre des sommets.

Il existe en effet des difficultés récurrentes auxquelles sont confrontées la plupart de ces initiatives.

Le manque de capitaux pour construire un équipement de qualité, assurer la promotion et l'entretien est constaté et entraîne des difficultés. Si les coûts de construction sont relativement modestes vis à vis de la France, du fait de la mobilisation de la main d'oeuvre locale et des techniques de construction traditionnelle, certains équipements de confort (WC, panneau solaire, alimentation d'eau...) nécessitent des importations et entraînent des difficultés d'entretien que les responsables n'ont pas toujours les moyens de régler (le campement « Jantebi » est en vente faute de capitaux pour finir la salle de rencontre, le campement villageois de Palmarin Sessene a été fermé par le ministère en attendant une réhabilitation) : même les campements tout neufs sont confrontés à des difficultés (réfection de la toiture du restaurant à Niombato). Les fuites d'eau des toilettes représentent une bénédiction pour les plombiers locaux mais un gouffre pour les gestionnaires.

Enfin le caractère intéressé ou non de la gestion de ces équipements, la compétence et l'engagement du gestionnaire, peuvent souvent être sources de problèmes : conflits entre propriétaires, associations, gérants, personnels, famille élargie, qui peuvent déboucher sur des procès et des fermetures (La Palangrote) ou des dysfonctionnements (Palmarin).

1. Des solutions intéressantes de gestion mixte publique/ privée sont expérimentées pour bénéficier d'un apport financier extérieur tout en laissant une responsabilité économique au gestionnaire.
2. Les budgets d'investissement étant souvent sous évalués demandent à être plus réalistes et la mise en place d'un budget prévisionnel de gestion est indispensable, avec un poste entretien suffisant (équivalent à 10% du coût de la construction).
3. Le choix et la formation du gestionnaire est un des facteurs clé de la réussite : intéressé financièrement pour rester motivé, extérieur aux alliances familiales locales pour garder une autorité sur les autres salariés, accueillant et rigoureux.

Intégration progressive du tourisme dans une démarche de développement local durable.

Il existe de véritables élans de générosité des Toubabs vis-à-vis du Sénégal et les Sénégalais savent faire des « projets » pour récolter des fonds auprès des associations et des ONG. Les projets s'appuient très souvent sur des « OCB », Organisations Communautaires de Base, et les communautés villageoises, avec des processus de décision démocratique (longs palabres) et des investissements collectifs de première nécessité : santé, éducation, eau, moulins à mil, petit maraîchage. Le mérite de ces initiatives réside dans leur caractère concret mais aussi dans les relations d'amitié entre les personnes du nord et du sud qu'elles permettent.

Ces points positifs ne doivent cependant pas occulter les limites et les dangers de ce type d'aide. Il y a tout d'abord les projets « bidon », qui ne sont qu'éphémères, portés par des sénégalais qui ne voient qu'un intérêt personnel à court terme sans engagement collectif dans le temps. Il y a aussi les projets prétextes des « toubabs » plus désireux de se faire financer un voyage à bon compte que d'aider le pays dans la durée (Nombre d'associations sont créées par des étudiants qui récoltent des fonds pour un stage, pour des projets parachutés et sans lendemain : il suffit de voir les sites « fantôme » sur Internet, abandonnés aussitôt le stage terminé). Il y a aussi les associations « amateurs » et/ou « paternalistes » qui entendent dicter aux autochtones ce qui est bon pour eux et utilisent des volontaires et des bénévoles « bon marché » pour manager les projets sur le terrain. L'intérêt de ces « stages » est peut-être de participer à la formation des jeunes européens et de créer du lien, mais pas de faire du développement local, qui demande de la technicité, de la formation et de l'expérience, avec une ouverture à l'interculturel et du développement. Peu d'ONG forment leurs volontaires à la langue locale alors que certaines associations (américaines !) prévoient un stage d'immersion et de langue préalable de deux mois.

Les deux points les plus négatifs de l'aide sont l'émiettement et l'assistanat :

Chaque association est pressée, veut voir le résultat concret de son action, et de ce fait ne prend pas le temps d'un diagnostic territorial global des forces, des faiblesses et des acteurs locaux. Une véritable stratégie de développement ne peut faire l'économie d'un partenariat d'action avec les autres acteurs locaux, gouvernementaux, collectivités, associations, ONG ou structures privées pour mutualiser les moyens, faciliter les synergies et inscrire le projet dans le long terme.

Le deuxième écueil est donc l'assistanat qui entretient l'illusion que les solutions ne peuvent venir que de l'argent récolté de l'extérieur (un cadeau ne se refuse jamais !), mais la population locale ne se sent impliquée que pour « faire plaisir » au toubab quand il est là. La course au projet induit une irresponsabilité quand il n'alimente pas les détournements inévitables vu les différences de richesses.

Sans prétendre avoir La solution à ces questions de développement, plusieurs principes pourraient être facilement appliqués pour éviter les plus grosses dérives :

1. Systématiser les diagnostics territoriaux avant toute intervention, avec la participation des acteurs du territoire et recensement des autres projets et intervenants. L'ARD, agence régionale de développement, établissement public sénégalais, a pour objectif de coordonner l'ensemble des interventions et de réaliser des plans locaux de développement. Il serait bon que les associations de développement et les ONG apportent leur contribution à ce travail plutôt que de travailler seules.
2. Apporter un minimum de formation interculturelle et au développement aux volontaires et aux bénévoles qui viennent sur place, et leur assurer aussi un encadrement suffisant pour ne pas

les laisser seuls face aux difficultés de terrain. Des formations existent déjà et leur mutualisation inter associative serait à privilégier.

3. Enfin passer d'une logique d'« aide subvention » à une logique d'aide à l'investissement, par des apports de capitaux ou des prêts, de type micro crédits mais aussi finances solidaires pour les plus gros projets, permettrait de sortir du l'assistanat « cadeau » à un engagement économique plus risqué mais de ce fait plus économiquement porteur. Une mise en commun des expériences de financement alternatif serait intéressante à faire autour des projets de Faddidi Niombato, de la NEF, du CCFD et de bien d'autres.

Les tourismes

Nous avons consulté de nombreuses chartes et définitions qui tentent de définir les termes de l'éco tourisme alternatif, intégré, équitable, solidaire ou durable. Vous en trouverez une sélection en annexes. Comme il n'existe pas de définition reconnue par tous, nous apportons ci-dessous notre propre point de vue.

Tourisme : «Activités de personnes voyageant vers des endroits à l'extérieur de leur milieu habituel et séjournant dans ces endroits pendant moins d'une année consécutivement à des fins de loisir, d'affaires ou à d'autres fins.» (Définition établie par l'Organisation mondiale du tourisme)

Le tourisme concerne l'hébergement, la restauration, les transports et les activités pratiquées.

Tourisme responsable

Le tourisme responsable s'appuie sur la responsabilité de tous les acteurs du tourisme pour limiter les effets négatifs du tourisme sur le milieu d'accueil au niveau économique, social et culturel. Notamment la responsabilité du touriste lui-même est mise en jeu : il n'est pas simplement pris en charge de A à Z comme le proposent certains prestataires, il est acteur de son séjour ou de son voyage et est également responsable des conséquences de ses actes sur le milieu d'accueil : tenue vestimentaire, relations humaines, comportement.. Des chartes du "voyageur responsable" sont proposées par certains organismes ainsi que des séances de préparation au voyage pour informer les futurs touristes des réalités qu'ils vont rencontrer et les préparer à avoir une attitude ouverte, compréhensive et non perturbatrice. (CF documents et textes).

Cependant, en dehors de notre recherche préalable sur Internet, de petits conseils sur le Guide du routard, de légers conseils oraux de la part de certains guides ou gérants et d'une vague mise en garde contre le tourisme sexuel (notamment à Saly) nous n'avons rencontré dans les associations et les hébergements aucune information sur les comportements touristiques "irresponsables". Les conséquences de cette absence d'information et de formation du touriste est visible sur les lieux touristiques, près des parcs nationaux par exemple ou des sites balnéaires, par les interpellations des enfants "donne moi un cadeau toubab !". Les touristes dans leur 4X4 qui distribuent des bonbons ou de l'argent sont encore nombreux, mais les touristes plus humanitaires qui distribuent des crayons, des livres, des cahiers et des vêtements relèvent du même phénomène. Les plus entreprenants n'hésitent pas à monter une association ou à promettre une aide à tel enfant, tel groupement de femmes ou telle bonne cause qui le solliciteront inmanquablement, sans s'interroger sur les conséquences de cette attitude "louable" et sur son efficacité réelle. Il est vrai qu'il est difficile pour les hôtes de faire des remarques à un touriste sur son habillement un peu dénudé, ses comportements peu respectueux ou pour son attitude charitable, teintée de paternalisme voire de "néo colonialisme" bon teint.

La diffusion d'un document papier, charte mais également explication, sur place, dans les lieux touristiques serait de nature à informer le touriste comme les hôtes, sur les effets des attitudes et des comportements sur le milieu d'accueil. Il convient de rester cependant conscient que toute forme de tourisme perturbe le milieu d'accueil et qu'il est illusoire de prétendre échapper totalement à ce phénomène. L'évolution culturelle des sociétés a toujours été le fait des échanges commerciaux, des migrations et des guerres, pour le meilleur, comme pour le pire. Ayons le souci d'éviter le pire.

Tourisme alternatif

Les formes de tourisme alternatif ne relèvent d'aucune définition précise. Certains publics font du

tourisme sans le reconnaître ou en refusant les modes de tourisme de masse. Le tourisme alternatif se construit en opposition au mode dominant du tourisme de masse, de loisirs et de consommation. Il s'appuie sur le refus de l'hyper concentration, du tourisme balnéaire bétonné, du non respect de l'environnement naturel ou culturel, de la prédominance du capital sur la rencontre dont les images emblématiques sont "le club Med", les résidences hôtelières de luxe avec piscine et plages privées ainsi que les hordes de touristes en petites tenues avec appareil photos en bandoulière et l'oeil vissé sur le caméscope.

Les formes de tourisme alternatif s'inventent en permanence : elles s'appuient sur des motivations et des valeurs autres que le simple "sea sex and sun" : humanitaire, écologique, culturel, solidaire, rural, leurs dénominations sont diverses et ne constituent pas un mouvement homogène.

Les formes de tourisme alternatif peuvent être aussi une forme de déni du phénomène touristique : "je ne fais pas du tourisme ; je viens aider", ou une forme de nouvel élitisme : "je ne suis pas un beau" réservé à une minorité de personnes qui a les moyens culturels et financiers de voyager " autrement". La distinction entre tourisme "classique" et tourisme "alternatif", quelque soit son nom, est floue, et certaines auberges ou campements privés sont de fait plus intégrés que certains circuits authentiques, culturels et écologiques qui surfent sur un nouveau marché avec des tarifs conséquents sans la transparence et la solidarité qui vont avec.

Tourisme culturel, tourisme de rencontre

Cette forme de tourisme peut prendre la forme de circuits ou de séjours sur un thème donné (la religion, l'ethnologie, l'histoire..) avec un guide, des conférences et des visites spécifiques ; peu développé sur l'offre grand public, il nous semble, aujourd'hui au Sénégal.

Une autre forme de tourisme culturel "authentique" consiste à proposer la rencontre avec les habitants, dans les villages ou les quartiers. Cette forme de tourisme s'accompagne souvent d'un hébergement chez l'habitant, ou de repas dans les familles. La présence d'un guide local permet d'aller à la rencontre de villageois et de partager un peu leur mode de vie, en petit groupe.

L'agence de voyage "Kaïcedrat voyage" ou l'association "Astou" (avec une dimension "aide et solidarité") sont des exemples de ce type de tourisme au Sénégal.

Ce tourisme de rencontre est limité par le nombre de touristes qui peuvent être accueillis : les phénomènes de folklorisation sont rapides à se mettre en place : les femmes viennent piler le mil ou tirer l'eau plus pour la photo que par nécessité. On fait manger le toubab dans le plat commun avec la main ou on le fait danser, plus pour la photo et pour l'amusement que pour l'échange.

On peut s'interroger sur les effets à terme des visites "ethnologiques" dans des communautés culturelles telles que celles du pays "Bassari" "qui ont su préserver leurs traditions jusqu'à maintenant : le nombre de circuits qui proposent la découverte des traditions, des costumes, des danses traditionnelles et la vie de ce peuple qui ne se compose que de 1500 personnes pose des questions sur la durabilité de ce tourisme culturel : faut-il rester élitiste, démocratiser ce tourisme en l'encadrant ou le limiter ?

Le coût de ces séjours à la carte, souvent dans des conditions de confort très sommaires, est souvent supérieur à celui d'un hébergement de confort plus classique. Les retombées économiques sur le village ne sont pas toujours importantes ; certains opérateurs refusent de reverser de l'argent au village pour ne pas « marchandiser » la vie quotidienne alors que c'est sur cette "image" et cet argument qu'ils vendent leurs circuits. La transparence des prix et des conditions d'accueil dans les villages n'est pas toujours assurée.

La qualité des hébergements et des repas chez l'habitant n'est pas toujours à la hauteur du minimum "supportable" pour un touriste européen : hygiène, diversité des repas, confort, équipement, moustiquaire..., compte tenu aussi parfois du prix d'achat de la prestation.

Ces pratiques de tourisme de rencontre dans les villages paraissent intéressantes à développer, y compris dans des zones rurales peu "touristiques"

Des pratiques comme celle de Faddidi Niombato nous paraissent utiles à partager pour réduire les risques négatifs : transparence du détail du prix de la visite

- *Prix de guide local 5000 CFA ou 8000 pour les sites touristiques*
- *Prix du repas chez l'habitant (1000 CFA) : les familles d'accueil sont choisies par la communauté villageoise parmi les volontaires et tournent d'une visite à l'autre.*
- *Prix du transport en charrette éventuel*
- *Fonds de formation : pour former les guides ou les habitants à l'accueil touristique*
- *Caisse du village : l'argent revient à la communauté villageoise qui en fait ce qu'elle veut*
- *Caisse de solidarité : gérée par une ONG et le village pour des projets de développement)*

Le tarif de l'hébergement en demi pension chez l'habitant pratiqué par d'autres opérateurs est de 6000 CFA par nuit

Tourisme à la carte

Certaines associations, guides ou agences de voyage proposent des séjours ou des circuits à la carte. Il ne s'agit plus de prendre un hébergement ou un circuit tout compris et pré défini : le voyageur exprime ce qu'il veut voir et l'organisateur qui connaît le terrain se charge de faire des propositions en conséquence. Il peut s'occuper de tout ; transport, hébergements, restauration, visites, contacts ou que d'une partie du séjour. Les voyageurs peuvent demander à visiter les villages Bassari en 3 jours, à faire une excursion dans le parc du Niokolo Koba, à rencontrer des instituteurs, des associations de développement agricole ou de parrainage d'enfants etc. Cette forme de séjour responsabilise le touriste et colle avec ses centres d'intérêt, le niveau d'autonomie qu'il souhaite et le temps dont il dispose. Le contact local qui connaît le terrain permet de sécuriser le voyage, de gagner du temps et d'éviter les désagréments ou les difficultés d'un voyage totalement autogéré. L'association "être par autrui", de Moussa Sané, commercialisée en France par le Cevied, est un exemple formalisé de cette forme de tourisme. Mais il existe beaucoup d'autres initiatives privées à partir de guides locaux, d'associations, qui s'appuient sur un réseau de connaissances.

L'inconvénient de ces séjours, est qu'ils restent réservés à une minorité qui connaît les réseaux ou alors qui peut rémunérer l'organisateur du voyage à la carte, au forfait, au pourcentage ou à la journée. N'étant pas dans une offre standardisée, le coût peut vite être prohibitif, ou le projet peu rentable pour l'organisateur.

On peut aussi regretter que ce genre de tourisme ne soit pas toujours transparent au niveau des tarifs et des conditions de séjour, et que le lien avec les autres formes de tourisme alternatif, campement solidaire ou écotourisme ne soit pas souvent assuré. La commercialisation de ces initiatives souvent individuelles reste confidentielle, faute de mutualisation des moyens avec d'autres initiatives.

Tourisme intégré

Le tourisme “intégré” s’oppose au tourisme “hors sol” qui est le même quelque soit l’endroit de la planète : mêmes prestations et mêmes animations dans des sites paradisiaques, teintées d’une touche de couleur locale : architecture inspiré du local, plats traditionnels, soirée folklorique, excursions encadrées dans les marchés d’artisanat et les curiosités à ne pas manquer...

Le tourisme intégré se fait dans des habitations proches de l’architecture traditionnelle locale, implantées près des villages, avec des emplois locaux et des activités intégrées à l’économie et à la culture locale. Ce concept est né en Casamance au Sénégal, bien avant la mode du tourisme durable. Il se rapprocherait du concept de tourisme rural en France, sauf que le tourisme intégré concerne le plus souvent des équipements collectifs et le tourisme rural des logements plutôt individuels.

Le concept de tourisme intégré n’est pas très précis et ne semble pas porteur au niveau touristique aujourd’hui. La notion d’intégration architecturale est ambiguë, certains hôtels de luxe proposant des cases avec toits en paille, alors que des petits villages intégrés sont en béton. La qualité des hébergements “intégrés” n’est pas toujours au niveau de confort des attentes des touristes européens. L’intégration dans les villages peut être une source d’insécurité ou de perturbation qu’il convient de gérer. Le recrutement local systématique n’est pas toujours compatible avec le professionnalisme nécessaire du personnel. La valorisation de l’artisanat ou des autres produits locaux peut créer une dépendance et devenir artificielle par rapport à la réalité culturelle et économique. L’intégration concerne plutôt des hébergements en zone rurale et faiblement touristique, car près des hauts lieux touristiques, cela devient impossible à assurer.

Tourisme équitable

Le tourisme équitable dérive du concept du commerce équitable. Il consiste à payer le “juste” prix aux producteurs, en leur garantissant un minimum de revenus et en limitant les intermédiaires. Pour le tourisme, la transparence des prix doit permettre au consommateur de savoir la part du prix qui revient à chaque intervenant, de manière à maximiser ce qui revient aux producteurs locaux. Il existe une charte du commerce équitable et une charte du tourisme équitable (voir annexes)

La charte du tourisme équitable est encore très confidentielle. Les tarifs pratiqués par certains deviennent prohibitifs pour certains publics : on est loin du concept de tourisme social développé en France où les tarifs tiennent compte des revenus des ménages.

D’autre part, la transparence des coûts n’est pas parfaite : il ne suffit pas de dire ce qui revient aux transports en avion, ce qui reste sur place et ce qui revient à l’organisme organisateur. On aimerait savoir combien est payé la cuisinière, la femme de ménage, le conducteur de charrette, combien revient au remboursement du capital investi, aux guides, à la promotion et à l’administration. Une grande partie de l’argent peut en effet revenir au pays d’accueil tout en créant des inégalités sociales. A l’inverse, une rémunération trop importante au niveau local peut perturber le marché du travail local et créer des tensions néfastes (le cas d’un gérant de campement associatif qui gagnait plus que le sous préfet = blocage !).

Enfin, l’analyse des prix nécessiterait une comptabilité analytique rarement mise en oeuvre. Celle-ci devrait faire la part entre les subventions et aides diverses reçues, la valorisation éventuelle du capital, les charges de structure et les activités productives...

Enfin le juste prix est ambigu : comment le fixer ? Sur la base des lois du marché, entre l’offre et la demande ? Sur la base du prix coûtant ? Avec quel taux horaire ?

Certains réceptifs professionnels classiques ont une productivité et une rationalité économiques qui leur permettent de payer correctement des salariés déclarés, de payer les impôts et les taxes et de faire marcher le commerce local. A l’inverse, certains réceptifs se

réclamant du tourisme équitable restent amateurs et bricolent à la marge de la légalité, laissant en définitive moins de retombées au milieu local qu'une entreprise privée classique. Les prix pratiqués et l'utilisation du label "équitable" représentent alors une contre publicité nuisible. La charte ATES, et l'association ICD Afrique qui y adhère, tentent de faire la transparence des coûts à partir d'un camembert de répartition. C'est un début.

Une réflexion sur l'analyse économique globale du tourisme équitable, sans langue de bois, qui inclut l'efficacité économique et la décomposition complète des coûts serait nécessaire à modéliser et à expérimenter. La diffusion d'un label indépendant serait de nature aussi à limiter les contre exemples. Cela implique aussi de sortir d'un certain manichéisme qui diabolise le privé et l'économie de marché et idéalise l'associatif équitable.

Eco tourisme

L'écotourisme est un tourisme qui entend préserver l'environnement. L'environnement naturel tout d'abord avec utilisation de matériaux locaux, d'énergies renouvelables, recyclage des déchets et protection de la faune, de la flore et du paysage. L'écotourisme peut être étendu aussi à la préservation de l'environnement humain, social et culturel.

L'écotourisme est aussi et même le plus souvent utilisé pour décrire un tourisme de nature et de valorisation de l'environnement naturel, notamment par la visite de parcs ou de réserves naturels.

L'écotourisme n'a pas de label et est utilisé par les opérateurs touristiques dans des sens très différents. Nous n'avons trouvé que le campement éco touristique de Keur Bamboung en matériaux locaux, avec énergie solaire, gestion partielle des déchets et dont l'objet est la préservation d'une aire marine...

Il y a une certaine contradiction à dénommer éco tourisme un safari en 4X4 dans un parc naturel pour voir les animaux sauvages à des prix prohibitifs. L'utilisation des matériaux locaux, la gestion des déchets ou la protection de la culture locale semblent de fait moins développés que les mises en marché de la nature, des paysages, de la flore et de la faune.

Tourisme solidaire

Le tourisme solidaire utilise le tourisme comme outil de la solidarité pour financer des projets de développement dans le milieu d'accueil et non comme un but en soi. Cela passe par l'application des principes du tourisme équitable en premier lieu, auquel s'ajoute un volet solidarité : cette solidarité prend la forme la plupart du temps de l'affectation d'un pourcentage du prix de vente du produit touristique à un projet de développement. Un fond de solidarité est ainsi alimenté et est géré par un comité villageois, un conseil de solidarité, une association ou une ONG pour financer des projets de développement local : un puits, une école, un centre de santé, un pont, etc.

Parfois c'est un pourcentage du bénéfice ou de certaines activités seulement qui est affecté à ce fond de solidarité. Mais la solidarité peut aussi prendre la forme d'une aide directe des "touristes" à un projet de développement qu'ils ont visité, ou par une aide en nature sur place : participation à un chantier, à une campagne de prévention sanitaire ou de soutien scolaire etc.

Une critique est parfois formulée à l'égard de ce tourisme solidaire, assimilé à une taxation volontaire qui sert à donner bonne conscience aux touristes ou à ceux qui font des affaires, mais dont l'intérêt pour le développement local reste marginal et sujet à caution : d'une part du fait de la modicité relative de sommes ainsi distribuées mais aussi du fait des modalités d'utilisation des fonds, qui s'apparentent plus à de l'aide caritative classique qu'à un soutien véritable à une stratégie intégrée de développement local.

L'aide au développement, direct ou par l'intermédiaire du tourisme solidaire, ne peut se satisfaire

de la bonne volonté. Une réflexion sur le développement local, au delà de l'assistanat humanitaire, est certainement nécessaire pour éviter les effets néfastes de l'assistanat, du paternalisme, du saupoudrage, de l'amateurisme et du cloisonnement.

Une formation des responsables et une information des touristes sur le développement local paraissent nécessaires. Le tourisme solidaire ne peut faire l'impasse d'un diagnostic local des forces et des faiblesses du territoire et d'un partenariat d'action avec les autres forces vives du territoire, étatiques, communautaires, associatives, ONG ou initiatives privées. L'analyse des dynamiques internes mérite d'être croisée avec une analyse plus macro économique et politique pour éviter l'écueil de l'angélisme de la micro réalisation et le réalisme souvent désespérant de l'analyse de la mondialisation de l'économie.

Le tourisme solidaire est intéressant s'il ne prétend pas se suffire à lui même.

Tourisme durable

Le tourisme durable est défini dans plusieurs textes internationaux. Il s'efforce de garantir sa durabilité en s'assurant que l'activité touristique ne perturbe pas trop l'équilibre économique, écologique et social du milieu. Ce tourisme durable comme le développement durable est une idée à la mode qui se diffuse rapidement, dans les milieux du tourisme "alternatif" dont il reprend de nombreuses caractéristiques, mais aussi dans celui du tourisme plus classique.

Si les objectifs et les valeurs du tourisme durable paraissent louables, il manque de véritables critères et indicateurs partagés pour passer de l'idée à la réalité. De nombreux opérateurs s'auto proclament "acteurs du tourisme durable" sans qu'une autorité indépendante ne puisse garantir ce label auprès des touristes.

Comme le disait Nicolas, responsable de Kaicedrat, le tourisme durable est sans doute impossible. Toute activité perturbe le milieu et, comme la vie, est mortelle. Il y a cependant des marges de progrès importantes dans le tourisme comme ailleurs.

Il serait dommage que les initiatives d'écotourisme, de tourisme culturel, de tourisme solidaire et équitable qui tentent de répondre aux critères sociaux et environnementaux disparaissent faute d'assurer leur survie "économique", par manque de capitaux, de marché et de professionnalisme, alors que des opérateurs plus classiques mais très professionnels, profitent in fine de ce nouveau marché en habillant leurs produits d'un vernis de "durable" pour poursuivre leur recherche de profit.

Les acteurs des différentes formes de tourisme alternatif, auraient intérêt à sortir de toute urgence de leur chapelle pour s'unir, définir quelques critères communs, rechercher ensemble des marchés et des investisseurs pour assurer la pérennisation de leurs activités.

Un marché éclaté encore insuffisamment organisé

Il nous a semblé que l'équilibre économique des expériences visitées était menacé du fait des difficultés de commercialisation, d'un taux d'utilisation insuffisant pour permettre l'entretien et le renouvellement des installations tout en dégagant des bénéfices suffisants pour le développement local.

Les questions du marché, de la concurrence, des publics, des produits, de la promotion et de la commercialisation nous paraissent donc essentielles à traiter.

La concurrence est vive

La concurrence est vive : les grandes entreprises touristiques investissent les grands sites ; les petites initiatives privées, souvent d'européens ou de couples mixtes se développent aussi. De nombreux tour opérateurs proposent des circuits nature, découverte, authentiques, culturels... ce boum touristique depuis les années quatre vingt dix se poursuit mais parallèlement on peut voir beaucoup d'équipements à l'abandon, à vendre, ou en situation délabrée. Les raisons de ces difficultés sont multiples (entretien, marché, gestion, transmission) mais montre la fragilité du secteur. Elles touchent aussi les écocampements solidaires : le campement de Palmarin Sessene est fermé, celui de « Jantebi » en vente mais que celui de « la Palangrote » à Ndangane

De nombreux circuits proposés ne trouvent pas d'acheteurs et sont abandonnés et plusieurs petites associations ou agence de voyage se mettent en sommeil.

Il y a aussi la concurrence non officielle, des centres religieux qui accueillent beaucoup de groupes ou de gens de passages sans émarger à l'activité touristiques, l'accueil chez l'habitant ou la location de résidences « secondaires », de meublées ou d'une case qui se multiplient. sur Internet.

Le marché est très segmenté

Une autre manière d'analyser le marché est de voir les différents publics, qui sont loin de constituer un tout homogène :

Les **vacanciers individuels** classiques : jeunes, adultes, troisième âge, familles ont des attentes différentes

Parmi eux, il y a :

- les routards,
- les consommateurs
- les balnéaires
- les culturels,
- les découvreurs,
- les sportifs,
- les militants (alter mondialistes, écologistes,..)
- les alternatifs... la part des "solidaires" n'est estimée qu'à 2% du marché.
- Etc.

Les **touristes de groupe** classique : association de tourisme, comité d'entreprise, mouvement de jeunes, ou associations spécialisées, etc.

Les **touristes de proximité**, expatriés, classes moyennes citadines qui cherchent à fuir la ville le

WE et à faire découvrir le pays à leur famille et amis en visite au Sénégal.

Les **touristes “humanitaires”** qui se composent :

- des jeunes (chantier, bénévoles, volontaires),
- des bénévoles, donateurs ou sympathisants d’associations,
- des permanents, des présidents des structures de coopération et des élus de la coopération décentralisée
- des experts et autres professionnels de l’aide au développement.

Toutes ces catégories contactent par des réseaux et des médias particuliers et non uniquement par les réseaux touristiques classiques.

Les produits diversifiés mais cloisonnés

Outre la nature des hébergements et de la restauration vue par ailleurs, les produits sur le marché recouvrent un large spectre. Le tourisme alternatif ou solidaire ne propose pas un produits unique mais une gamme de produits qui en font une offre très éclatée, peu lisible, en concurrence sur chaque créneau avec de nombreux autres acteurs.

Les hébergements secs

Les hébergements secs pour les gens de passage, touristes d’affaire ou touristes autonomes.

Il est difficile d’imaginer arriver dans une ville ou un village à l’improviste pour trouver un hébergement : Une préparation préalable par Internet avec réservation (par téléphone portable) est préférable, mais tous les hébergement ne sont pas sur Internet ou ne reflètent pas la réalité. Il y a les guides, comme celui du routard, mais pas toujours exhaustifs ni à jour, vu l’évolution rapide de l’offre. Avec le bouche à oreille ce sont les seules sources d’information et points de repère, car sur place, pas de signalétique, de listing, d’office du tourisme, ni de normes de classement.

Le tourisme individuel de passage est encore peu développé au Sénégal, et il est sans doute difficile de capter une clientèle stable sur cet unique créneau, surtout dans les territoires ruraux qui ne sont pas des carrefours importants de passage.

Les produits de séjour

Souvent de type balnéaire, de nombreux produits proposent des séjours détente dans un lieu aménagé en conséquence : pension complète, piscine, activité sportive, aménagement de plage, cadre de vie idyllique, soirée « culturelles », marché artisanal, etc. *Le « Djidjack propose un bibliothèque avec plus de plus de 600 BD.* L’objectif est de proposer un cadre protégé pour le repos des vacanciers.

Certains de ces lieux de séjours proposent une découverte du milieu environnant, soit avec des prestations intégrées, soit avec des partenariats avec des prestataires externes (« le Bazouk du Saloum) : voyage en pirogue, visite de village, de parcs ou de réserves naturelles, excursions vers des sites remarquables (religieux, économique, historique..).

Ces produits touristiques misent sur les séjours prolongés : Ils peuvent être très standards, artificiels et refermés sur le centre, ou au contraire très écologiques, solidaires et intégrés dans le milieu (Keur Bamboung, Faddidi Niombato)

Ce tourisme de séjour comprend le tourisme de masse, hors sol et uniforme, qui folklorise et colonise le pays d’accueil. Cela correspond cependant à la majorité de

l'offre du Sénégal (la petite Cote et Cap Skiring) et à une demande du marché qui profite des plus beaux cadres de vie, des faibles coûts de la construction et de la main d'œuvre du Sénégal pour s'implanter ici.

Les produits plus intégrés ont parfois du mal à proposer un éventail d'activités suffisant pour occuper le touriste durant tout son séjour et un manque de professionnalisme : pas d'information sur le pays, pas d'activité proposée (ou mono activité) : *Nous avons ainsi été déçus de certains campements solidaires qui en dehors de la visite « safari » du parc de Niokolo koba », qui ne nous intéressait pas et était en dehors de notre budget, ne nous a rien proposé. Alors que le village de Vacances privé le Djidjack, tenu par des européens, propose des activités de repos mais aussi des activités de découverte avec la réserve naturelle communautaire ou les prestataires locaux.*

Certains campements sont implantés dans des sites qui n'incitent pas au séjour de par leur localisation et leur espace intérieur : « *Chênes et baobabs* » ou le « *Jantebi* » sont situés dans des lieux touristiques stratégiques mais dans un environnement immédiat qui n'incite pas au séjour de détente : proximité de la route (bruits), éloignement des lieux d'activité pour les touristes sans moyen de locomotion autonome.

Une limite à ce type de produits est que les touristes qui font un long voyage pour venir au Sénégal veulent découvrir le pays et non pas rester dans un seul lieu. Mais aucun site ne nous a proposé des hébergements intéressants partenaires dans un autre site. Seuls des circuits au départ du centre sont proposés, en tarif tout compris, souvent donc assez onéreux.

Le tourisme de séjour ne peut constituer qu'une partie d'un produit plus large : cela signifie qu'il faut un emplacement et un environnement qui incite à rester, avec des activités suffisantes sur place et dans les environs (exemple de Keur Bamboung et de Faddidi Niombato), et un lien avec d'autres sites à découvrir au Sénégal pour une autre partie de séjour, à organiser ou à proposer. Cela nécessite que les campements et auberges de même sensibilité se mettent en réseau pour se promouvoir mutuellement.

Les circuits organisés

L'autre principal produit touristique proposé sur le marché concerne les circuits découverte, Certains sont proposés par de grands opérateurs (Nouvelles frontières, Point Afrique), d'autres par des indépendants, d'autres enfin par des structures « solidaires » (« couleur sensations, ICD Afrique.) . Ces circuits ont l'avantage de sécuriser le touriste, de lui faire gagner du temps et découvrir l'essentiel d'une région ou du pays en un minimum de temps. Le transport (bus ou 4X4), l'accompagnement d'un guide connaissant le pays, le choix des hébergement et des restaurants, les visites, tout est programmé, y compris « la liberté » certaines demi-journées. L'aspect collectif, souvent en petit groupe de ces circuits permet des économies d'échelle dans la négociation des prix (transport par exemple) et de bénéficier de la connaissance des gens du pays pour aller à l'essentiel.

Plusieurs critiques cependant peuvent être formulées.

Le coté programmé et circuit laisse peu de place à la découverte autonome, à l'improvisation, et entraîne des contraintes d'emploi du temps parfois difficile à vivre. Beaucoup se plaignent de passer trop de temps en transport, corollaire de l'objectif de vouloir tout voir en peu de temps au détriment de la détente et de la découverte.

Nous déplorons ensuite le côté peu transparent de ces circuits, y compris ceux qui se disent solidaires ou alternatifs, où, pour des raisons commerciales sans doute, le touriste n'a aucune information au préalable sur les lieux d'hébergement. Ne passant pas par ces agences, nous

n'avons pas pu obtenir les adresses des campements pour nous y rendre : cela est une manière de garder l'exclusivité mais certainement pas de développer une offre d'hébergement indépendante localement.

Enfin, le prix tout compris de ces circuits, malgré les économies d'échelle, en fait un produit qui n'est pas à la portée de toutes les bourses.

Des solutions mixtes, circuits « découverte » et petits séjours seraient intéressants à développer, avec trois ou quatre lieux de séjour reliés entre eux. Moins de temps et de frais de transport et d'accompagnement, plus de liberté individuelle et de temps de repos, plus d'insertion locale et plus de liens seraient des avantages de ce type de produit

Une plus grande transparence sur les hébergements serait aussi de nature à combler le fossé entre tourisme de séjour et circuit et renforcer une offre d'hébergement de qualité sur place. Une charte commune sur les hébergements équitables et écologiques serait également utile, pour ne pas seulement avoir les engagements de l'agence de voyage solidaire mais aussi ceux du réceptif local.

Les séjours à la carte

Entre le séjour et le circuit organisé, il existe le séjour à la carte, que le touriste négocie avec une agence, une association ou un guide local. Ce séjour à la carte peut être très classique, visite de hauts lieux (« Sénégal à la carte ») et Safari, plus ethnologique (Cauris et espace Thioly), culturel (Kaicedrat) ou plus développement (« Être par autrui ») et humanitaire (Astou)

Le touriste précise sa demande à l'organisateur au départ qui organise sur place un séjour à la carte. L'intérêt est dans ce cas de définir le rythme, les thèmes, le lieu de visite en fonction des désirs du visiteur, et donc d'échapper au côté standardisé et minuté des circuits organisés classiques. Il s'adresse à de plus petits groupes. Le visiteur profite de la connaissance du milieu de l'opérateur local, mais est contraint de se mobiliser à l'avance pour préparer son voyage, préciser ses contraintes et ses volontés, d'être en quelque sorte responsable (et pas uniquement consommateur). Ce tourisme s'appuie essentiellement sur les compétences de guides locaux connaissant bien le terrain. La question du transport et de l'hébergement est sous traitée localement.

Les limites de ce type de séjours c'est sans doute qu'ils restent assez onéreux et réservés à une élite motivée et disponible, car le coût de l'organisation ne peut être ni mutualisé ni amorti. Il est aussi plus difficile d'avoir une transparence et une homogénéité des prestations proposées par l'organisateur local qui va chercher le meilleur coût sans forcément s'appuyer sur des hébergements collectifs labellisés. L'utilisation de l'hébergement chez l'habitant et d'hébergements non standard (associatifs, religieux ou privatifs) n'est pas de nature à faire prospérer une offre d'hébergements endogènes, stables et de qualité.

Les questions d'assurance, de déclaration officielle et de garanties (agence de voyage) ne sont pas toujours réglées vu la petitesse des organismes. Ces initiatives s'appuient sur des réseaux de connaissances personnelles sans avoir toujours les moyens de passer la barre du grand public pour devenir professionnel à part entière, sur un marché encore très confidentiel.

Un groupement de ces guides, des espaces d'hébergement et des organisateurs de circuits serait de nature à proposer un panel de produits plus large et homogène, répondant aux besoins de publics différenciés mais faisant jouer des synergies en faveur de la consolidation des guides et des hébergements de qualité : cela peut passer par des accords de coopération et de promotion mutuelle dans un premier temps, mais nécessiterait des organisations ou des coopérations plus formelles pour être visible et présent sur un marché très concurrentiel. (Moussa Sané, de l'association « Être par autrui » s'efforce de se faire connaître des campements solidaires qu'il

utilise de son côté pour ses clients : par la distribution de plaquettes.

Le tourisme « humanitaire »

On ne peut parler à proprement parler de produit touristique car ces séjours ne se définissent pas comme touristique, sous entendu « de loisir ». Les formes en sont très variées : des chantiers de jeunes, ou des séjours d'aide (alphabétisation, consultations sanitaires, travaux agricoles) ; des séjours plus prolongés de bénévoles et de volontaires, des voyages d'échange et d'étude pour les permanents mais surtout les bénévoles et les donateurs des associations et des ONG, des missions d'étude, d'audit ou d'évaluation des experts internationaux. Etc.

Chacun de ces projets doit proposer un hébergement, un transport et une prise en charge locale. Là encore les formules sont très diverses, entre les hôtels tout confort pour les plus professionnels, payé sur le budget de la mission d'aide et d'assistance, l'hébergement chez l'habitant, dans une mission, dans une école, chez un expatrié... En passant bien sûr par des auberges et des campements « solidaires ».

Au-delà des séjours solidaires et des missions il y a enfin les séminaires, les formations, les rencontres, qui nécessitent des lieux d'hébergement, des salles de travail et un équipement adapté : certains lieux comme l'espace Thialy à Dakar, avec l'association Cauris, se sont spécialisés dans ce type de « produit » et constituent une très bonne plate-forme d'échange. Faddidi Niombato vise aussi le créneau des séminaires, dans un site naturel : un séminaire de trois semaines de 35 « experts » a eu lieu en avril et constitue un marché très intéressant pour le GIE pour l'avenir.

Cependant, ce marché est très éclaté et très concurrentiel, et de plus ne se considère pas comme touristique, sous couvert d'humanitaire ou de solidarité : le côté équitable et intégré de l'hébergement passe parfois au second plan, au motif que l'important c'est le projet soutenu, et non les conditions de séjours des expatriés. Il y a une concurrence des grands équipements du tourisme d'affaire, qui sait valoriser les équipements du tourisme industriel pour les rentabiliser et une concurrence du tourisme informel, non déclaré, qui propose des accueils, parfois dans des conditions limites de confort, mais parfois très « professionnels » ou associatif (Centre d'accueil de « Caritas » à Badoudou) à des prix compétitifs

Il existe deux attitudes opposées des touristes « humanitaires » : d'un côté les puristes, pour qui la valeur de l'engagement inclut une part de sacrifice, et il faut économiser au maximum sur les frais de séjours, ne pas gaspiller, ne pas consommer, payer de sa personne, vivre à la dure pour comprendre et partager avec le milieu d'accueil ; solidarité rime avec misérabilisme et précarité.

À l'opposé, certains humanitaires n'hésitent pas à faire prendre en charge par leur structure tous les frais de séjours, à déduire ces frais de leurs impôts. Au nom de l'efficacité, on ne perd pas de temps en transport et en fatigue inutile, même si par ailleurs la productivité par personnes des missions « d'aide » n'est pas souvent évaluée. La multiplication de 4X4 rutilants de nombreuses organisations participe à l'image négative des ONG et de l'aide internationale, à jeter le doute sur la bonne utilisation des fonds de solidarité et perpétue l'image d'un occident riche et dépensier sans limite.

Sur le fond des questions de développement on peut regretter que les Associations et ONG de développement ne travaillent pas plus avec les structures du tourisme « alternatif » tant pour les séjours de découverte, les hébergements, que pour les réflexions communes sur le développement. Il n'est pas surprenant que le tourisme « solidaire » soit méconnu des opérateurs classiques et des touristes, mais il est déplorable que les acteurs du développement soient de leur côté aussi peu en lien avec les acteurs du tourisme solidaire.

Un effort systématique et coordonné d'information et de coordination avec les multiples associations, collectivités et ONG de développement sur le tourisme solidaire serait de nature à

créer de réelles synergies entre ces deux mondes extrêmement éclatés et divisés. L'association « Cauris » de Dakar et le projet d'agence de voyage de son président peut sans nul doute être un point d'ancrage de ce type de démarche...

Un travail éthique sur le montant et la nature des frais de structure et de mission, avec les ONG et les associations serait de nature à limiter les cas extrêmes à la limite de l'exploitation et ceux limites de détournement des aides.

Une promotion et une commercialisation éclatées inefficaces

Les offres de tourisme alternatif se commercialisent sur Internet et par des réseaux de militants, d'amis, dynamiques mais limités. Une présence sur le "Guide du routard" ou autre, est plus ou moins assurée, pour ce qui est du tourisme "de loisirs" mais pas du reste. La volonté de chacun est forte et les efforts financiers conséquents.

Cependant, force est de constater que la présence sur Internet ou dans les guides est confidentiel et illisible, que la plupart des ONG et des touristes, en Europe mais également sur place ignore tout de l'offre "alternative" proposée au Sénégal, et que les structures galèrent à vendre leurs séjours ou leurs circuits, chacun pour soi, les frais de structure et des séjours s'en ressentent évidemment. L'efficacité collective est problématique car chacun travaille séparément. Localement aucune information n'est disponible dans aucun des hébergements visités, ni chez les guides rencontrés.

Les agences de voyage traditionnelles en Europe ne semblent pas à même de faire décoller le tourisme alternatif.

Les offres, étant complémentaires, auraient intérêt à se regrouper pour se faire connaître collectivement, plutôt que de bricoler chacun dans son coin.

- Un regroupement des auberges ou campements d'écotourisme solidaires paraît indispensable pour permettre une meilleure commercialisation : site Internet commun ou renvoi mutuel sur les sites partenaires, plaquette collective ou plaquettes et affiches diffusées localement par chacun.
- Un travail avec les nombreux guides locaux ou les transporteurs qui sont des prescripteurs serait à envisager.
- De même avec les organisateurs de circuits ou de séjours à la carte.
- Une mise en commun des carnets d'adresses pour des prospections collectives. Des prospections seraient à organiser en commun sur les différents secteurs de marché identifiés et non pas sur le marché du tourisme classique uniquement : *Les publics de vacanciers en Europe et pas seulement en France (Comité d'entreprise, collectivités, tourisme social), les militants alternatifs, les touristes de proximité (Dakar, avec les expatriés notamment), et les « humanitaires » (bénévoles, volontaires et permanents) pour les compléments de séjours découverte, les chantiers de jeunes et les séminaires.*
- La question reste : qui peut initier cela ? boule de neige ou projet global ?

Éléments d'analyse des réceptifs

Nous avons réalisé un listing des indicateurs qui nous ont servi à apprécier les différents hébergements que nous avons fréquentés. Nous tenons à disposition de ceux qui nous le demanderaient le détail de nos fiches, site par site. La plupart des lieux satisfont à la majorité des critères.

Caractéristiques	Descriptif
Nom	
Lieu	
Structure	
Nom contact	
Tél.	
email	
web	
Information	Amis, Associations, guide touristique (Routard, autres), site Internet, plaquette, voyageur, réseau de partenaires (guide, autre hébergement, prescripteurs.)
Information du visiteur sur les moyens d'accès	mode, contact, Tél., tarif
Possibilité de transport public	proposé par le l'organisme, taxi, charrette, autre
Signalétique locale	
Localisation	Distance de Dakar, de la gare routière la plus proche, du village
Situation	ville de passage, de séjour, proximité mer, site touristique, Îles, parc ou réserve, village, milieu rural...
Environnement immédiat	naturel, quartier, village, attrayant, quelconque ou délabré
Espaces extérieurs	ombragé ou plein soleil, arboré, fleuri, décoré, simplement fonctionnel, entretenu, espace de vie, sécurité externe, aire de camping aménagée
Possibilité de camping	
Construction	style traditionnel, matériaux traditionnel, esthétique, spacieux, bien aéré (double ou triples ouvertures opposées)
équipement hébergement	Double lit, matelas, drap, moustiquaire, étagère, portemanteaux, chaise, table, lampe, propreté, décoration, moustiquaire (pour le lit et les fenêtres), rideaux, volet, balai à disposition
WC	Cuvette, chasse d'eau qui fonctionne ou seau, support papier, papier, propreté,
Toilette	Lavabo, robinet, eau froide (courante, réserve partie haute, réserve seau), douche, glace, porte serviette, carrelage, serviette, propreté, écoulement,
Restaurant	espace, protection moustique, ventilation, éclairage, décoration, couvert, serviette, esthétique, entretien...
Repas	Qualité, quantité, variété, à la demande, plat sénégalais, dessert, boissons, rapidité
Ecologie	électricité réseau ou énergie solaire, réchauds bois (amélioré), gaz, éclairage, ventilation, climatisation, gestion des déchets, respect des ressources naturelles et culturelles

	locales
Administration	accueil, présentation du projet, affichage des prix, information sur des prestations (animation), information sur l'environnement, facture détaillée écrite, convivialité, compétence
Prestation :	activités de loisir sur site, activités de découverte, de randonnée, de rencontre, (qualité et variété), accès Internet, salle de réunion, interne ou externe, prix. absence de folklore,
Personnel :	nombre, statut, formation, compétences
Intégration locale :	embauche locale, approvisionnement local, relation avec le village ou le quartier, prestations touristiques externes (visite, transport, artisanat, association et OCB), taxe touristique
Développement durable :	intégration dans un plan de développement, fonds et actions de solidarité, partenariat pour la commercialisation, rentabilité économique, respect de la ressource locale, prévention des conflits, clarté des rôles de chacun, distribution équitable des produits et des profits, réinvestissement pour durer,
Finance :	affichage des prix, transparence financière (décomposition des coûts, utilisations des bénéfices) prix de la chambre double avec toilette intégrée, et petit déjeuner, prix du déjeuner et du dîner.

Nous notons ci après les remarques négatives, les suggestions et les qualités que nous avons particulièrement appréciées, avec toutes les précautions liées à notre cas particulier présentées en préambule. Il en ressort quelques propositions.

Restauration

La restauration locale est en général bonne et permet de découvrir le pays.

Pour les séjours longs il est nécessaire toutefois de diversifier les menus pour éviter une saturation de riz et de poissons. Les crudités ne sont à prévoir que si le touriste est rassuré quant au mode de préparation, et même dans ce cas, elles ne sont pas toujours consommées.

Nous avons été déçu du choix unique entre poulet ou viande grillé/frites certains soirs.

Nous avons particulièrement apprécié d'être consulté sur nos souhaits en matière de cuisine.

Nous sommes restés sur notre faim quand il n'y avait pas de dessert.

Les desserts sont bienvenus et les fruits de saison (bananes et mangues pour ce qui nous concerne) sont appréciables. Nous avons été sensibles aux efforts de certain(es) cuisiniers(ères) pour faire des desserts un peu différents : tartes, salades de fruits, biscuits etc. (Niombato, le Bazouk, le Djidjac..)

Nous avons peu eu l'occasion d'avoir du thé avec le rituel et les échanges qui l'accompagnent.

Merci à Kali pour ce moment très convivial à Tamba Socé et à Paul et nos hôtes de Badoudou.

Pourquoi ne pas proposer tout de même au maître de cérémonie un dosage de sucre plus diététique pour ceux qui le demanderaient ?

Nous avons été surpris agréablement du pain beurre confiture des petits déjeuners partout.

Mais lorsque le beurre décongelé était rapidement en état de liquéfaction, cela nous pose des questions. N'y a-t-il pas des alternatives à imaginer ? Le mil au lait caillé sucré que nous avons mangé chez un peul n'est-il pas un plat à faire découvrir ?

Quid de l'utilisation d'autres produits locaux plutôt que des produits d'importation ?

Localisation et environnement

Les hébergements se situent dans des sites de passage ou d'intérêt touristique.

Mais parfois on peut se demander s'il y a eu une étude préalable d'implantation, car certains lieux sont suréquipés en hébergements et d'autres particulièrement isolés et sous équipés.

La proximité des îles, de la mer, des parcs naturels ou réserves, ou de grands sites touristiques (Casamance, Mbour, Saint-Louis.) sont tous intéressants.

Les modalités d'accès en transport en commun sont plus délicates pour certains sites.

L'espace Thialy est très intéressant, proche de l'aéroport, mais assez loin du centre de Dakar ce qui induit des coûts de déplacement (2500cfa par taxi) supplémentaires

Il serait simple d'indiquer aux visiteurs les moyens d'accès, avec les prix des transports pour être "armé" pour marchander : la proposition de taxi qui vient chercher les touristes est intéressante pour certaines situations (l'aéroport la nuit, les grandes gares routières) et pour certains publics, notamment les groupes. Mais cela revient cher pour les individuels qui peuvent préférer utiliser les transports en commun.

La situation géographique ne fait pas tout : l'environnement immédiat est primordial pour la qualité de l'hébergement : compromis à trouver entre un accès facile, la proximité des lieux à visiter, et l'isolement et le cadre de vie : Keur Bamboung et le Bazouk du Saloum proposent l'accès en pirogue inclut dans le prix et sont de ce fait très bien situés, dans les îles, près d'un village, en bord des bolongs..

Par contre, « Chênes et baobabs », proche de Mbour, de la petite côte et de la réserve de Bandia est situé sur le bord de la route nationale à l'extrême bout du village de Nguekoch. De même, le Jantébi, très bien entretenu, dans un site touristique de renom, est entouré de terrains vagues et de constructions inachevées sur une parcelle très réduite. Cela n'incite pas à séjourner plusieurs jours sur place.

Les aménagements extérieurs jouent pour beaucoup dans l'attrait des hébergements. Ils sont tous en général très bien tenus, avec une mention spéciale tous de même pour l'espace Thialy, le Djidjack, le Bazouk et Niombato qui ont fait des aménagements de qualité avec notamment beaucoup de plantations.

Les hébergements, les sanitaires et autres équipements

L'utilisation de construction en style traditionnel local est quasi systématique en milieu rural et c'est appréciable. Nous avons apprécié les cases assez spacieuses et avec une ventilation naturelle suffisante (ouvertures sur deux ou trois cotés opposés pour faire courant d'air). Les toitures de chaume sont toutes esthétiques et confortables, à condition de régler les questions des bestioles qui y nichent et tombent sur les dormeurs.

Les ventilateurs sont toutefois bienvenus lorsqu'il fait très chaud. Nous considérons par contre que la climatisation n'est pas indispensable et n'est pas "écologiquement et économiquement durable".

Il fait cependant très chaud en saison des pluies à Tambacounda et nous aurions aimé pouvoir nous rafraîchir et dormir dehors.

L'utilisation du béton, l'absence de double ouvertures, sont des éléments qui nous ont déplu dans certains hébergements, pour le confort et l'écologie.

Il pourrait être bon de tester des constructions avec des briques en terre stabilisée avec très peu de ciment : un opérateur des Hautes Alpes diffuse des formations et des presses adaptées. Les

principes de l'architecture bioclimatique seraient bon aussi à diffuser : ventilation et protection solaire des habitations.

La possibilité de dormir en extérieur, comme le font les autochtones lorsqu'il fait vraiment très chaud serait à proposer : prévoir chaise, banc, ou hamac, avec moustiquaire.

Des toilettes et WC dans les chambres sont importantes pour le confort et notamment par temps très chaud, pour se rafraîchir.

Le carrelage des toilettes peut faire "propre" et être apprécié. à condition que le nettoyage soit fait correctement : un carrelage sale est pire qu'un sol naturel ou légèrement bétonné.

L'hébergement le plus esthétique, confortable, le plus aéré et le plus écologique est sans aucun doute celui de Keur Bamboung, entièrement local, hormis le siège des WC et le robinet.

Les cuvettes de WC en faïence sont dans tous les hébergements et c'est apprécié des toubabs. Ainsi que de l'eau au robinet : réseau du village ou de la ville, ou cuve remplie sur le toit.

Un seul campement n'avait pas rempli la cuve extérieure surélevée et avait fourni un seau d'eau. Un réservoir d'eau n'était pas protégé du soleil et nous avons eu droit à une douche à 40 degrés par une température de l'air déjà élevé. Une réserve interne était aussi présente dans plusieurs centres du fait des coupures d'eau des réseaux publics. Les chasses d'eau, les douches avec pommeau et robinet sophistiqué présentent souvent des problèmes de fuite ou d'écoulement, qui en zone de pénurie d'eau, représente un gouffre pour l'entretien ou pour l'alimentation.

Nous pouvons suggérer de généraliser le choix de Keur Bamboung de ne pas mettre de chasse d'eau mais un seau à disposition. De même, un robinet à poussoir, ou un jet d'eau simple sont aussi pratique et gaspille moins d'eau qu'une "douche occidentale".

Une possibilité de camping avec des sanitaires extérieurs serait intéressante pour des groupes ou des routards pour combler le manque d'hébergements accessibles économiquement pour tous.

L'équipement de base que nous avons détaillé était en général correct, sans oublier les petits détails, porte manteau, papier toilettes, serviettes, miroirs, etc... Nous avons apprécié d'avoir une table et une chaise pour écrire et se poser, ce qui n'a pas été souvent le cas. Ainsi qu'une lampe pour lire au lit.

La décoration intérieure, à l'espace Thialy ou plus sobre à Chênes et Baobabs est simple, couleur locale et agréable. Le mobilier plus occidental de certains sites est confortable mais dénote avec le milieu.

La définition d'une liste d'équipements de base pourrait être faite et diffusée à tous les gestionnaires comme aide mémoire pour ne rien oublier. Le recours aux matériaux et aux productions locales nous paraît devoir être systématiquement recherché pour l'économie locale et limiter le coût carbone du transport.

Même si le ménage est fait par du personnel local régulièrement, il peut être appréciable de disposer d'un balai ou d'une éponge pour nettoyer les cadavres de pinces oreilles ou les éclaboussures de moustiques écrasés sur les murs.

Tous les hébergements proposent des lits des matelas, des draps et presque tous des moustiquaires. Nous avons particulièrement apprécié la qualité des matelas de Faddidi Niombato et de Ker Cupaam.

La propreté des matelas ou des draps n'a pas été toujours au rendez vous. De plus un matelas mousse en pleine chaleur et en plein hivernage est franchement ce qu'on peut faire de pire au niveau confort. Des moustiquaires avec des trous c'est presque pire que pas de moustiquaire.

Une réflexion sur des matelas de qualité pas trop chers, ou des revêtements plus “froids” des matelas mousse serait de nature à améliorer le confort et l’hygiène du couchage.
Un kit de réparation de moustiquaire ou le remplacement des moustiquaires usagées s’impose, avec un effort pour que l’accrochage recouvre efficacement le couchage.

Energie et déchets

Tous les campements ont l’électricité, réseau ou solaire. La cuisine est au gaz (importé) ou au fourneau traditionnel à bois.

Les coupures régulières du réseau public d’électricité sont à déplorer et ne sont pas prêtes de disparaître avec l’augmentation de la demande et du prix du pétrole.

Le gaz est aussi en rupture d’approvisionnement et accroît la dépendance extérieure. Les fours à bois traditionnels sont fortement consommateurs de bois et donc participent à la déforestation.

Enfin les déchets ne sont la plupart du temps pas triés, recyclés, gérés. (sauf une tentative à keur Bamboung)

L’investissement dans l’énergie solaire pour l’électricité est rentable, autonome, cohérente avec le développement durable. L’acquisition de fourneaux “améliorés” ou d’autres alternatives à la cuisson au bois et au gaz traditionnelle font parties des petits investissements générateurs de développement durable. Elles peuvent permettre de faire le lien avec des ONG et d’autres projets de développement, de filières de production locale de matériels et de services. Idem pour les démarches de gestion minimum des déchets. Cela peut servir d’exemple pour les communautés rurales.

Accueil, information, animation

Nous avons toujours bien été accueillis, sans toujours savoir qui nous accueillait, qui était responsable de quoi ; ce qui peut être gênant pour faire des demandes. Nous avons apprécié quand des personnes nous ont présenté le campement ou l’auberge, avec son histoire, ses objectifs, ses actions et son organisation. Mais nous n’avons pas toujours eu cette chance (nous étions en saison “creuse”). Parfois, un panneau donnait ces explications et c’est déjà bien. Idem pour les consommations, les repas et les hébergements : la plupart affichent les prix, mais certains ne le font pas et cela peut donner lieu à des malentendus lors du règlement. La remise d’une facture détaillée écrite a été systématique (avec ou sans copie sur souche) et les erreurs ont été presque toujours en notre faveur : oubli de consommations ou erreur de calcul (rassurez vous, nous avons corrigé !)

Enfin l’information sur les activités proposées par le centre ou dans les environs est parfois affichée de manière détaillée, parfois donnée à l’oral, mais parfois pas du tout. La diversité de ces activités est plus ou moins grande, avec parfois de véritables circuits accompagnés de plusieurs jours (tour opérateurs) ou au contraire des activités de voisinage gratuites.

Les visites de réserves ou de villages avec guide sont intéressantes et participent au développement local et à la préservation. Une mention spéciale pour Kali, à Tamb Socé , guide depuis 20ans, qui met son énergie et son expérience au service de son village et du campement qu’il y crée avec enthousiasme et compétence, aidé par ICD Afrique. Merci aussi à Paul de Badoudou et à Ibrahim de Ndoffane et aux autres éco guides

Une seule ou deux informations sur des campements ou prestataires amis ou partenaires.

Pas de réelle info sur les transports en commun mais propositions de transport à la carte

(plus cher)

Deux campements seulement proposaient une bibliothèque ; petite à keur Bamboung, énorme au djidjack (600 BD). Peu de littérature africaine ou sénégalaise, ou d'ouvrages sur le territoire. Nous avons emporté "le mandat" de Sembene Ousmane, "le ventre de l'atlantique" de Fatou Diome, et "l'aventure ambiguë" de Cheikh Amidou Khan qui peuvent aider à avoir un regard différent sur le pays.

Des marchands d'objets d'art exposaient dans le campement du Bazouk. Mais ce ne sont pas des produits de l'artisanat local mais du standard pour touristes... On préfère aller dans les villages à leur rencontre.

La présence des téléphones portables permet un contact permanent fort appréciable (acheter un téléphone sénégalais) La proximité d'un accès Internet est de plus en plus appréciable, pour le centre lui-même (réservation, promotion, partenariat) et pour les touristes (espace Thialy, auberge Ninki Nanka, le Djidjack).

Un effort sur l'information écrite : tarifs, histoire et organisation, partenaires, transports, activités permettrait une transparence et une valorisation du projet auprès de touristes. Des informations orales personnalisées seraient bienvenues.

La fourniture d'une information sur le milieu (bibliothèque, contacts, cartes..) et visites (villages, réserves) payantes ou gratuites font partie de l'échange et peuvent participer à la compréhension mutuelle et au développement local.

Développement local et intégration

Presque tous les sites visités affichent une volonté de participation au développement local, solidaire et équitable ; directement par la création d'emplois directs ou indirects (prestataires), par les achats (nourriture, équipements, services), et par les effets induits sur l'équipement du village et la dynamique culturelle : à Faddidi Niombato, le détail du prix des visites est ventilé et donné par écrit : ainsi on peut savoir ce qui revient à qui. Les deux campements de ker Cupaam et de keur Bamboung annoncent la règle des trois tiers (un tiers pour le personnel, un tiers pour le village, un tiers pour la réserve naturelle) mais nous n'avons eu aucun chiffre. Idem pour le campement de Dialakoto.

- Les autres équipements ne nous ont pas annoncé la ventilation de leur prix ni leur utilisation. Il est vrai que nous n'avons pas toujours vu le responsable en face ni eu l'audace de lui demander.
- Savoir si le personnel est payé, déclaré, combien, comment sont réparties les recettes, comment sont utilisés les bénéfices. Autant de questions sans réponse, pourtant essentielles pour le développement durable de ces projets : il faut que tous le monde s'y retrouve y compris les employés, y compris les investisseurs.

Le personnel nous a paru en général professionnel et efficace, sauf dans la communication.

- Comment sont décidés les projets de développement, le plus souvent d'aménagement, comment ils s'intègrent dans un plan de développement concerté ? On ne le sait pas non plus, à part le nom du projet soutenu (puits, centre de santé, école..) sans chiffre ni analyse... pas de document projet mis à disposition, ni d'évaluation... on reste dans le caritatif pur, l'aide et la déclaration d'intention et non dans un processus démocratique et transparent de développement.

Mais c'est une déformation professionnelle chez le rédacteur de cette note sans doute. On peut ne pas parler de cela mais peut-on dans ce cas parler de tourisme solidaire, équitable. Il y a une marge entre ce qui est dit sur Internet et ce qui est présenté sur le terrain.

La formalisation d'informations financières et sur les projets de développement, disponibles sans qu'il soit nécessaire de les réclamer, paraît un premier niveau indispensable pour parler de tourisme équitable et solidaire. Des relations avec d'autres instances de développement du territoire paraissent un minimum pour éviter le parrainage clientéliste et commencer à intégrer une véritable démarche participative de développement .

L'investissement et la gestion des projets : le maillon faible

Innover pour Investir

L'ensemble des campements et auberges existe grâce à un investissement en travail important (chantier de construction, organisation..) et l'apport d'un financement conséquent, privé, associatif ou international. Nous n'avons pas eu toutes les informations nécessaires quant au coût de l'investissement initial. Outre les financements privés personnels par des ONG classiques ou la coopération internationale, des modes de financements originaux ont été mis en oeuvre :

Tout d'abord, l'investissement par les bénéfices dégagés des premiers équipements de tourisme : c'est ainsi que le campement villageois de Palmarin Sessene a pu passer de quelques paillotes à plusieurs dizaines de cases en dur...

Hélas, la mort du premier président en 2005 a entraîné des problèmes d'entente et de gestion et un retard dans les réinvestissements qui a conduit à la fermeture (provisoire ?) du camp en automne 2007 par le ministère du tourisme. Provisoirement nous espérons.

On peut signaler les chantiers "rupture" organisés par ICD Afrique pour des jeunes "en difficulté" dont le financement du séjour permet aussi de participer à l'acquisition de matériaux pour le campement de Dialakoto et de Tamba Socé

Le mode de financement privé du campement de Faddidi Niombato par le recours à du financement solidaire est intéressant :

Une SCI, formée par un français et un sénégalais est créée pour construire le campement, avec un apport en capital des deux fondateurs et des actionnaires militants qui le souhaitent. Les intérêts sont attribués sous forme de "nuitées" au campement. Il est possible de revendre sa part de capital. Une Sarl, est constituée pour gérer le campement. Un emprunt est fait auprès du public (membres de l'association de soutien) : le capital est remboursé en cinq ans, avec là aussi, des intérêts en nature. Une association soutient le projet pour la promotion et la partie développement.

Sur place, les quatre villages qui entourent le projet, bénéficient en priorité des emplois, et des visites organisées, moyennant finance,s qui servent à alimenter un la caisse du village et fond de solidarité. Ainsi, le fond de solidarité ne vient pas en concurrence ou en déduction avec l'équilibre financier du campement. Les recettes liées à l'hébergement n'alimenteront le fond de solidarité que s'il y a des bénéfices, lorsque l'équilibre financier du projet touristique sera assuré.

Le manque de capacités financières des promoteurs de projet de tourisme, qu'ils soient privés, associatifs ou villageois est récurrent : cela retarde l'ouverture du camp comme à Tamba Socé, limite l'ambition ou la qualité du projet (coût de l'investissement en électricité solaire par exemple ou de la construction d'une salle de conférence à Faddidi Niombato..), et menace même de fermeture certains centres qui ne peuvent finir les travaux (cas du Jantebi dont le GIE ne trouve pas de partenaires pour terminer l'immense salle de spectacle en cours de construction)

Le financement par de l'aide internationale ou des ONG sous forme de subventions à des organisations dites collectives peut créer des disparités injustifiées avec les initiatives privées. Cette aide extérieure peut être à l'origine d'un désinvestissement des responsables locaux qui attendent tout de l'aide extérieure : pas d'entretien si dégradation d'une part ou non réinvestissement des bénéfices pour l'entretien en attendant une nouvelle aide (cas du

campement « La cascade de Dindefello », fortement soutenu par la coopération du conseil régional de l'Isère.)

Des solutions mixtes de financement des investissements dans des projets de tourisme solidaire doivent être trouvées : en mobilisant des financeurs institutionnels et publics, (comme le conseil général de l'Isère ou la coopération internationale), des financeurs associatifs (Dons, ONG), des financeurs solidaires (la NEF), l'appel à de l'épargne privée solidaire, en Europe et au Sénégal, en plus du recours aux financements privés individuels ou bancaires. Cependant, le principe de prise de capital et de prêts est sans doute préférable à celui du don et de la subvention, pour responsabiliser les organismes gestionnaires et garantir une logique économique qui limite les risques personnels. Ces investissements sont productifs et non à fonds perdus.

Choisir des structures de gestion responsables ou solidaires ?

Nous avons vu des campements gérés par une communauté villageoise, d'autre gérés par un GIE, par une association, par une société ou un particulier. Il est difficile de définir une règle tant les situations sont complexes.

L'association est administrée par des bénévoles, mais doit être gérée localement par un gérant.

La garantie de la démocratie et de l'intérêt général est censée être apportée par le statut associatif sans but lucratif. Le gérant est censé garantir la qualité et la rigueur d'une gestion et le dynamisme d'un professionnel.

Mais la démocratie interne aux associations et le désintéret personnel de ses dirigeants ne sont pas toujours une réalité, de même que l'engagement et les qualités professionnelles du gérant salarié ne sont pas toujours au rendez-vous, le statut de salariés n'étant pas très responsabilisant. Comment un bénévole peut-il accepter de travailler gratuitement alors qu'il voit un gérant, payé, ne pas trop s'investir.

Le GIE est une structure économique et collective qui permet d'assurer le risque économique tout en permettant des choix collectifs pour le développement.

Un GIE peut être communautaire mais tout aussi si bien familial, plus proche d'une gestion privée que collective. La mésentente des partenaires constitue une menace pour le développement de certains projets, qui de fait se trouvent paralysés par des luttes de pouvoir et des conflits d'intérêts. Des prises d'intérêts, légitimes, des dirigeants peuvent passer avant les salariés et créer des difficultés de gestion.

La gestion communale est collective et peut être très positive comme dans la réserve marine de Bamboung

Elle peut être aussi soumise au poids de la communauté, aux arbitrages des notabilités locales et pas toujours ouvertes aux exigences des professionnels du tourisme.

Enfin les entreprises personnelles et privées présentent l'avantage de la responsabilité économique du dirigeant qui de ce fait s'investit dans l'entreprise.

On constate que beaucoup de campements sont dirigés par des européens ou des couples mixtes, qui ont à la fois l'argent, le réseau et la rigueur de gestion.

Le caractère privé ne garantit pas toujours la qualité et la pérennité des projets si l'on en juge par le nombre de projets abandonnés, de campements en vente... Le privé est confronté au problème de l'accès au capital, aux banques, qui au Sénégal comme ailleurs, ne prêtent pas facilement aux "petits". La plupart du temps, les privés ne peuvent pas avoir recours aux aides, aux subventions de la coopération ou des ONG, qui les concurrencent par ailleurs.

Enfin, certains réceptifs privés peuvent dégager des bénéfices importants qui profitent uniquement aux investisseurs et ne sont pas réinvestis dans des projets de développement.

Autres contradictions et ambiguïtés repérées :

Quelque soit le statut des organes gestionnaires, il semble difficile de faire un équilibre entre un responsable impliqué dans le milieu local, originaire du coin, pour intégrer le projet dans le territoire, mais assez distancié pour ne pas en être l'otage, obligé de servir tous les intérêts particuliers de la communauté au détriment de la survie du projet.

Assez professionnel et extérieur pour aller s'inspirer de ce qui s'est fait ailleurs et travailler en réseau et assez intégré pour être en synergie avec la société locale.

Difficultés aussi de maintenir la valeur de la solidarité familiale, de la "sécurité sociale africaine", et de ne pas être paralysé par les devoirs d'embauche et de solidarité qui peuvent devenir antiéconomiques et nuire à une direction professionnelle du personnel par exemple (on ne commande pas à son frère, son oncle ou sa nièce, on ne refuse rien !)

Pas de recettes et pas de dogmes: la nature de la structure ne garantit pas son côté solidaire ou durable. Il faut s'efforcer de responsabiliser mais donc aussi d'intéresser aux résultats les principaux responsables et gestionnaires. Il faut découpler autant que possible la solidarité nécessaire de la communauté de la gestion interne du projet qui doit avant tout être rentable. Ne pas mélanger embauche et entre aide, solidarité et abus de bien social, famille et travail. La coexistence et le contrat entre plusieurs structures est peut-être à généraliser : une structure économique qui doit survivre, et une structure communautaire qui garantit la solidarité, avec des contrats qui définissent les fonctions et les responsabilités de chacun.

Ajuster les prévisions budgétaires

Nous n'avons pas vu les comptes de résultat ni les budgets des centres visités sauf un, très professionnel.

Comme en France, deux remarques sautent aux yeux : les prévisions de d'investissement sont très souvent dépassées, et les prévisions de recettes, de nuitées, sont souvent sur estimés au début.

Si les prévisions de dépenses semblent souvent assez correctes pour le personnel et les charges courantes, il me semble que le poste "entretien" est très souvent sous évalué. On peut estimer que ce poste (petites ou grosses réparations, entretien, renouvellement du matériel) peut représenter annuellement 10 % du coût d'investissement. Les fuites d'eau et les réparations de chasse d'eau et de robinet coûtent cher en matériel et en plombier, mais aussi en manque à gagner et en consommation d'eau, souvent non comptabilisés.

Si l'entretien des espaces extérieurs nous a semblé très bien assuré avec le ménage et la cuisine, l'entretien des bâtiments et du matériel nous semblent être le sujet le plus mal assumé en Afrique, d'où l'importance de le budgétiser et de nommer et former un responsable.

La promotion et la commercialisation, la formation du personnel et le travail en réseau ne sont pas souvent budgétisés et se font donc avec les moyens du bord, quand il reste du temps.

Cela nuit bien sûr à la fréquentation et à l'équilibre financier à terme des projets.

Attention à ne pas sous évaluer les investissements ni à surévaluer les recettes, c'est à dire le nombre de nuitées au démarrage. Penser à prévoir un poste de dépenses suffisant pour l'entretien et le renouvellement (10% des investissements). Anticiper les problèmes d'entretien dans le choix des investissements initiaux (fragilité, pièces de rechange)
Intégrer si possible un poste commercialisation, réseau et formation dans les investissements de départ.

Impressions Flash sur les évolutions depuis 20 et 30 ans qui m'ont frappées en 2008 au Sénégal

- Les publicités de Coca ont été remplacées par ORANGE qui avec TIGO est présent jusque dans le plus petit village. Le téléphone portable est présent de partout.
- L'électricité solaire est aussi très présente, sur les relais de téléphone et sur les case des villages les plus reculés : lumière et télévision partout, ouverture sur le monde mais nouvel opium du peuple ?
- Beaucoup moins de femmes qui pilent le mil : signe positif de la généralisation des moulins et du temps libéré pour les femmes, mais aussi négatif du recul du mil comme aliment traditionnel de base au profit du riz, largement importé et dont la production nationale a diminué, et du blé, avec les baguettes "gauloises" vendues dans tous les pays.
- Moins de femmes portant des bassines d'eau sur la tête : il y a plus de puits dans les villages et de nombreux forages pour de l'eau (payante) à la fontaine pour l'alimentation.
- Beaucoup de 4X4 climatisés, des multinationales, des ONG et des experts sur les routes, sillonnées par ailleurs par les taxis brousse, les cars et les camions rafistolés et surchargés de toujours.
- Un tourisme industriel balnéaire en pleine expansion. L'émergence timide du tourisme culturel et solidaire au delà de la Casamance.
- Le développement de parcs et de réserves naturelles.
- Une multiplication des guides locaux et des écocoguides professionnels ou improvisés.
- Une urbanisation galopante autour des villes. Une privatisation du littoral par les résidences secondaires et les toubabs de la cote touristique.
- Une crise des grands services publics dans les villes : coupures d'eau et d'électricité, rupture d'approvisionnement en gaz ou en riz...
- Une montée en puissance des collectivités territoriales, des communautés rurales, des organisations communautaires de base etc.
- Une démultiplication des micro projets associatifs et de coopération décentralisée, la chasse au financement par les Sénégalais devenue un sport national, et le manque flagrant de coordination des ces initiatives multiples.